



N° 2025 -BU-076

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Jeudi 26 Juin à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de David BONGARD, 1^{er} Vice-Président.

Présents :

Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Dominique STRIESKA, Didier BOURLON, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Jean-Paul LAMBOURG, Michel MARIE

Absents excusés : Serge CAILLOT, Marie-Claire RANVIER, Michel MULOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Annick BERTRAND

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 10
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 10

Envoyé en préfecture le 17/07/2025

Reçu en préfecture le 17/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_076-DE



Personnel

Enquête administrative interne

N°2025-BU-076

M. David BONGARD, 1^{er} Vice-Président, explique que, suite à la demande des représentants du personnel d'une enquête administrative portant sur le turn-over des agents, il est proposé que cette mission ne soit pas réalisée en interne mais par un organisme indépendant sous forme de prestation de service.

Concernant la demande de placement de l'agent de prévention sous l'autorité territoriale, il s'avère que l'agent concerné a adressé un courrier au Président stipulant qu'elle n'est pas à l'origine de cette demande.

En complément, voici les éléments communiqués par les représentants du personnel :

« Cette demande a été motivée par les représentants du personnel dans l'objectif de garantir la conformité de la collectivité à la législation en vigueur. Selon l'article 4 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine professionnelle dans la fonction publique territoriale, "assistant de prévention et, le cas échéant, des conseillers de prévention **sont désignés par l'autorité territoriale sous l'autorité de laquelle ils exercent leur fonctions** »" ainsi que l'Art. L812-1 du code général de la Fonction Publique, et de notre formation F3SCT suivie à Château-Chinon.

Au préalable nous avons pris le soin de consulter différents Centres de gestion, il ressort que grand nombre de collectivités (CDG49/25/30...) sont déjà conformes à cette exigence réglementaire. Il est souhaitable que la CCBLM s'aligne à son tour sur cette organisation, afin d'assurer une gestion conforme et sécurisée de la fonction de prévention. Nous avons retenu pour modèle le CDG49 (voir document joint qui est très complet).

.../...

Dans tous les cas il doit y avoir une lettre de cadrage des missions de l'AP qui définissent le périmètre de son champ d'action, l'organisation de son travail et les moyens qui sont mis à sa disposition.

S'agissant de l'enquête interne évoquée, deux modalités apparaissent envisageables :

- *Une réalisation en interne, en associant l'ensemble des représentants du personnel, membres de droit de la formation spécialisée, concernés à ce titre par toute affaire impliquant les agents, accompagnés d'un collègue d'élus.*
- *Le recours à un cabinet spécialisé d'avocat ou de juriste, qui mènera l'enquête selon une procédure indépendante,*

Dans les deux cas, il est essentiel que l'enquête permette d'entendre à la fois tous les agents actuellement en poste et tous ceux ayant quitté la collectivité (CCBLM), afin d'assurer une démarche complète, rigoureuse, équitable et impartiale.

Il est souhaitable que les représentants du personnel, étant à l'origine de la demande, soient tenus informés de toute démarche. Les représentants du personnel se tiennent à disposition pour échanger sur ces deux sujets. »

Après sollicitation du pôle SST, il nous a été répondu :

« L'assistant de prévention dans les collectivités territoriales est sous l'autorité de l'exécutif territorial (article 4 du décret n°85-603 du 10 juin 1985). Il peut y avoir une coordination ou une animation commune par un conseiller de prévention mais il n'aura pas autorité au sens strict sur les assistants de prévention.

Article 4 - Décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale - Légifrance »

La demande concernant le rattachement hiérarchique de l'assistant de prévention sera évoquée lors de la prochaine réunion du Comité social territorial.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, approuve le recrutement d'un cabinet indépendant pour la réalisation de l'enquête administrative sollicitée par les représentants du personnel.

Envoyé en préfecture le 17/07/2025

Reçu en préfecture le 17/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025_BU_076-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 26 Juin 2025**

**La Secrétaire de Séance,
Annick BERTRAND.**

**Pour Le Président,
Le Vice-Président
David BONGARD.**

